

# ACTION URGENTE

## UKRAINE. LES AUTORITÉS DE FACTO NIENT DÉTENIR LE JOURNALISTE

**Stanislav Aseev, un journaliste indépendant, a disparu depuis le 2 juin dans la « république populaire autoproclamée de Donetsk » (« DNR »), à l'est de l'Ukraine. Les autorités séparatistes pro-russes de Donetsk nient détenir la moindre information concernant le lieu où il se trouve, mais Amnesty International a obtenu des informations d'une source confidentielle qui affirme qu'il est détenu par le « ministère de la Sûreté de l'État » de facto.**

Après la disparition de **Stanislav Aseev** le 2 juin, sa famille a commencé à le rechercher en contactant la police locale et le « ministère de la Sûreté de l'État » de facto (MGB). À ce jour, les deux institutions ont systématiquement nié détenir des informations concernant le lieu où il se trouve.

Les représentants des autorités séparatistes pro-russes ont également nié savoir quoi que ce soit sur Stanislav Aseev au cours d'une rencontre officielle à Minsk le 5 juillet. Cela a été confirmé par Iryna Geraschenko, représentante humanitaire du président ukrainien lors des pourparlers de paix de Minsk, qui a posé des questions concernant Stanislav Aseev lors d'une réunion et a publié sur Facebook la réponse qu'elle a reçue.

Le 8 juillet, Amnesty International a reçu des informations de la part d'une source à Donetsk, affirmant que Stanislav Aseev était actuellement détenu par le MGB. Il est courant que le MGB place des personnes soupçonnées de déloyauté envers la « république populaire autoproclamée de Donetsk », ou d'activités « subversives », en détention durant 30 jours (qui peut ensuite être prolongée indéfiniment), et bien souvent ces personnes sont détenues au secret, sans que les autorités ne reconnaissent où elles sont détenues. La source a déclaré à Amnesty International que la détention de Stanislav Aseev avait été prolongée. On ne sait pas s'il a été inculpé d'une infraction. La source a souhaité rester anonyme, par peur des répercussions.

Stanislav Aseev est toujours susceptible d'être victime d'actes de torture et d'autres mauvais traitements.

**DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en ukrainien, en russe, en anglais ou dans votre propre langue) :**

- Urging the de facto authorities to immediately disclose the whereabouts of Stanislav Aseev and, if he is in their custody, not to subject him to arbitrary detention;
- Urging them to immediately end the practice of arbitrary detention of civilians and other violations of human rights by members of forces under their control, including torture and other ill-treatment.

**ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 23 AOÛT 2017 À :**

Head of the DNR

Aleksandr Zakharchenko

Donetsk, Ukraine

Courriel : [op@dnr-sovet.su](mailto:op@dnr-sovet.su)

**Formule d'appel : Dear Mr Zakharchenko**

DNR Minister of State Security

Vladimir Pavlenko

Donetsk, Ukraine

Courriel : [mgbdnr@yandex.ru](mailto:mgbdnr@yandex.ru)

**Formule d'appel : Dear Mr Pavlenko**

**Copies à :**

Ombudsperson of the DNR

Daria Morozova

Donetsk, Ukraine

Courriel : [ombudsman\\_dnr@mail.ru](mailto:ombudsman_dnr@mail.ru)

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 160/17. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/eur50/6632/2017/fr/>

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## Ukraine. Les autorités de facto nient d'Étenir le journaliste

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Stanislav Aseev est un journaliste indépendant originaire de Donetsk, une ville contrôlée par les séparatistes pro-russes. Il travaille sous pseudonyme, et écrit des articles sur la vie de tous les jours dans la « république populaire autoproclamée de Donetsk » (« DNR »). Il a parlé pour la dernière fois à sa famille le 2 juin par téléphone, en leur disant qu'il approchait de Donetsk et qu'il leur rendrait visite le lendemain.

Le 3 juin, lorsque Stanislav Aseev n'est pas venu et qu'il ne répondait pas à son téléphone, sa famille est partie à sa recherche dans l'appartement où il vit. Elle a attendu des heures durant devant l'immeuble, sans voir aucun signe de lui. De plus en plus inquiète, sa famille est retournée à l'appartement le 4 juin avec le propriétaire. Lorsqu'ils ont ouvert la porte, ils ont vu des signes évidents que l'appartement avait été fouillé.

La famille de Stanislav Aseev a contacté la police locale et le « ministère de la Sûreté de l'État » pour connaître le lieu où il se trouve. Ils n'ont reçu aucune réponse à ce jour. Ils ont également visité deux centres de détention à Donetsk, mais n'ont pas réussi à le retrouver.

Le conflit dans l'est de l'Ukraine a commencé au printemps 2014, après l'annexion de la péninsule de Crimée par la Russie. En avril et mai 2014, des opposants au nouveau gouvernement à Kiev ont occupé des bâtiments appartenant à l'administration locale et aux agences chargées de l'application des lois dans plusieurs villes des régions de Donetsk et de Louhansk, dans l'est du pays (Donbass). Réclamant plus d'autonomie au niveau local, voire l'indépendance à l'égard de l'Ukraine, et un rapprochement avec la Russie, les organisateurs de manifestations ont formé des groupes armés, soutenus par la Russie, et ont proclamé la création de la « république populaire de Donetsk » et de la « république populaire de Louhansk ». Les autorités à Kiev ont réagi en lançant une « opération antiterroriste » (antiteroristichna operatsiya – ATO), visant à reprendre le contrôle de la zone.

Les forces de sécurité opèrent en l'absence de tout mécanisme de contrôle dans les « républiques » autoproclamées et détiennent arbitrairement des personnes dans leurs propres centres de détention. Bien souvent, les détenus sont soumis à une « détention administrative » de 30 jours pendant laquelle ils n'ont aucun contact avec le monde extérieur. Amnesty International ainsi que d'autres organisations surveillant la situation des droits humains ont également recueilli des informations sur des cas dans lesquels ces détenus ont été victimes d'actes de torture et d'autres mauvais traitements visant à leur arracher des « aveux » qui sont ensuite utilisés par un tribunal de facto.

Pour plus d'informations concernant ces pratiques, veuillez consulter le rapport conjoint en anglais d'Amnesty International et de Human Rights Watch intitulé *"You Don't Exist": Arbitrary Detentions, Enforced Disappearances, and Torture in Eastern Ukraine*, <https://www.amnesty.org/fr/documents/eur50/4455/2016/fr/>

Nom : Stanislav Aseev  
Homme

Action complémentaire sur l'AU 160/17, EUR 50/6725/2017, 12 juillet 2017